

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 30/3 (2003)

DOI: 10.11588/fr.2003.3.63812

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Mark SPOERER, *Zwangsarbeit unter dem Hakenkreuz. Ausländische Zivilarbeiter, Kriegsgefangene und Häftlinge im Deutschen Reich und im besetzten Europa 1939–1945*, Stuttgart (DVA) 2001, 332 p.

L'ambition de l'auteur n'est pas de rédiger un ouvrage scientifique destiné à un public restreint de spécialistes mais de présenter à un public de la nouvelle génération l'essentiel de ce que peut recouvrir le terme générique de »travailleur forcé«, sous l'emprise nazie. Car l'idéologie nazie allait imprimer au travail des étrangers en Allemagne, et dans les pays qu'elle tient sous son joug, un caractère qui n'avait plus rien de commun avec ce que l'on connaissait de l'emploi d'une main-d'œuvre étrangère sous les régimes précédents.

L'auteur établit une hiérarchie de ces travailleurs forcés telle qu'elle fut appliquée, et qui concernait également les travailleurs partis volontairement en Allemagne: l'échelle allait des représentants des »races« les plus proches des Allemands de souche (Danois, Flamands, Norvégiens, etc.) avec tout en bas les »sous-hommes« qui'étaient les Polonais, les Russes et enfin, les Juifs, les Tsiganes. Avec l'allure prise par le déroulement du conflit, et le durcissement des conditions d'occupation, les règles de recrutement de la main-d'œuvre et le comportement des autorités allemandes – y compris la *Wehrmacht* – à l'égard des travailleurs étrangers échappèrent à toute convention. Ceci concernait en premier lieu les prisonniers de guerre russes et polonais et les millions d'esclaves du travail puisés dans les populations polonaise et de l'URSS occupée. Il est presque superflu de rappeler que les Juifs devaient être exterminés par le travail. Spoerer a le mérite d'exposer et d'expliquer par des exemples caractéristiques à la fois les structures de cette machinerie impitoyable et sa traduction dans les faits, dans son fonctionnement. C'est tout un pan de la société allemande qui est mis en exergue, depuis l'antisémitisme de base en passant par la xénophobie jusqu'aux stratégies appliquées par les grands industriels pour assurer la production des matériels de guerre. L'étude de Spoerer, encore une fois, ne prétend pas se hausser au niveau de certains ouvrages de référence sur cette vaste thématique cependant, par la qualité de sa synthèse elle fera découvrir à un public »d'après 1968« des aspects méconnus du fonctionnement du Reich et, paradoxalement, certains des facteurs du redressement de l'économie allemande d'après 1945.

L'auteur tente d'équilibrer les exemples de comportements des divers niveaux des autorités nazies envers la main-d'œuvre forcée mais rien ne peut masquer les conditions barbares qui prévalaient en règle générale. Les millions de »Zwangsarbeiter« employés dans l'industrie, dans les mines, dans les travaux publics, etc. vivaient et mouraient sous les yeux des personnels allemands qui les dirigeaient et les exploitaient sans pitié: leur mémoire s'est avérée vite défaillante à ce sujet. Et puis, à la base même de ce système totalitaire l'omniprésence de la Gestapo et des zéloteurs du régime qui empêchèrent parfois bien des Allemands de tendre une main secourable à ceux qu'ils côtoyaient dans leur vie quotidienne. On ne peut passer ces exemples sous silence. Il existait certes des groupes de travailleurs qui connurent un sort meilleur de par leur volontariat qui les protégeait généralement du sort des autres catégories, celles les plus réprouvées et vouées à la mort, tout comme les prisonniers de guerre des pays occidentaux, et les Américains notamment, restèrent protégées par les conventions de La Haye et de Genève. On connaît des cas individuels de PG qui, affectés à des exploitations agricoles, finirent par faire partie de la famille... Mais ils ne représentent que des exceptions qui peuvent finir par occulter le sort de millions d'autres, moins heureux. Aussi peut-on se demander si ce livre aura un large public et quel sera ce public? Il mérite d'être largement diffusé car, si l'on connaît notamment les remous provoqués il y a encore peu d'années par l'exposition itinérante (controversée) sur les crimes de la *Wehrmacht*, l'opinion publique actuelle – et pas uniquement allemande – ignore tout du sort des travailleurs forcés. En pénétrant dans ce domaine, on entre de plain-pied dans un univers dont l'horreur a été révélée il y a longtemps mais qu'il était peut-être bon d'en rappeler et d'exposer les fondements institutionnels et les aspects humains. Le dernier chapitre, consacrant

cré à la responsabilité et aux dédommagements, peut presque servir de conclusion, et inciter à en savoir plus sur ce sujet, qui recoupe celui de l'Holocauste. La bibliographie utilisée par Spoerer permet d'approfondir les thèmes ici étudiés et de mettre en lumière ce qu'on a si longtemps caché, et qui relève des crimes contre l'humanité. Heureusement, certaines des plus grandes entreprises allemandes ont finalement bien pris conscience du problème, il est vrai sous la pression de la Jewish Claims Conference.

Marcel SPIVAK, *Les Lilas*

Paul STAUFFER, »Sechs furchtbare Jahre ...«. Auf den Spuren Carl J. Burckhardts durch den Zweiten Weltkrieg, Zürich (Neue Zürcher Zeitung) 1998, 514 S.

Carl Jacob Burckhardt, seit 1933 Mitglied des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz (IKRK), wurde im Jahre 1939 als Stellvertreter des kranken Präsidenten Max Huber mit wichtigen Aufgaben in der Leitung des IKRK betraut und galt als dessen »Außenminister«; im Jahre 1944 wurde er zu Hubers Nachfolger gewählt. Seinem fast ungezügelter politischen Ehrgeiz, der sich mit dem apolitisch-humanitären Selbstverständnis der Institution IKRK nicht begnügen wollte, kam entgegen, daß der angesehene Außenminister der Schweiz, Giuseppe Motta, im Januar 1940 starb. Burckhardt war damit die »einzige in ganz Europa wahrnehmbare und wahrgenommene schweizerische Persönlichkeit im bewegten Zeitgeschehen auch der Kriegsjahre« (S. 11). Die Voraussetzungen dafür hatte er durch seine Tätigkeit als Attaché in Wien (1919–1921) und als Hochkommissar des Völkerbundes in Danzig (1937–1939), aber auch durch Dienstreisen für das IKRK nach Italien (Abessinienkrieg 1936) und nach Deutschland geschaffen. Die zahlreichen Kontakte mit Diplomaten und Politikern, auch mit Machthabern des »Dritten Reiches« wie Goebbels und Hitler selbst, ferner mit dem stellvertretenden Präsidenten des DRK und berüchtigten Reichsarzt der SS, Grawitz – er hat an der Aktion T-4 ebenso mitgewirkt wie an den Vergasungsverbrechen –, stärkten seine Überzeugung, als Vermittler erfolgreich tätig sein zu können. Über den regimekritischen Staatssekretär Ernst von Weizsäcker kam Burckhardt in Kontakt mit Vertretern des deutschen Widerstandes (Ulrich von Hassell, Adam von Trott zu Solz), die auf ihn als Vermittler zu Großbritannien hofften. Er traf sich mit Pétain und de Gaulle (in London) und suchte – allerdings ohne Erfolg – das Gespräch mit Churchill. Bei seinen »friedensexploratorischen« Aktivitäten handelte er stets als »Einzelkämpfer«.

Die friedensexploratorischen Aktivitäten des Rotkreuzrepräsentanten vollzogen sich unter strikter Diskretion. Burckhardt hat – anders als über seine Tätigkeit vor 1939 – über seine friedenspolitischen Bemühungen während des Weltkrieges nur sporadisch und das in bereinigter und beschönigender Form geschrieben oder gesprochen. Deshalb war Stauffer bei der Klärung von Abläufen und Sachverhalten nicht nur auf eine quellenkritische Analyse der Selbstzeugnisse, sondern auch auf die Auswertung zusätzlicher Quellen sowie auf mündliche und schriftliche Auskünfte angewiesen. Die bereits im ersten Teil der Biographie (»Zwischen Hofmannsthal und Hitler«, Zürich 1991) zu Recht gelobte Fähigkeit des Autors, die apologetisch gefärbte Selbstdarstellung Burckhardts zu korrigieren, wird in diesem Band ergänzt durch die investigative Hartnäckigkeit bei der Aufdeckung der bisher kaum bekannten friedensexploratorischen Bemühungen Burckhardts und seiner »großdiplomatischen Ambitionen«.

Diese Ambitionen standen in Widerspruch zum Selbstverständnis des IKRK als apolitische, lediglich humanitärer Dienstleistung verpflichtete und darauf auch beschränkte Institution. So spielte Burckhardt eine Doppelrolle: auf einer »sichtbaren (Ebene) als Rotkreuzwürdenträger, auf einer verborgenen als friedensexploratorischer Mittelsmann. In der Realität ließen sich die beiden Rollen um so weniger auseinanderhalten, als die diskreten Kundschafterdienste ja des humanitären Deckmantels bedurften« (S. 361). Politische Triebfeder